

# Institut de Droit Breton - Ensavadur Gwir Breizh

RECHERCHES & FORMATIONS Droit breton & Droit international public

CHRONIQUES LIBRES, TRAITÉS INTERNATIONAUX

## Confinement : violations des Libertés, Bretagne indépendante, interdiction du protocole de traitement Raoult



**Date : 6 avril 2020 Author: idbzh**

Billet d'humeur, à vertu pédagogique, qui n'incite qu'à réflexions.

L'État français a imposé un confinement total sur son territoire et les territoires qu'elle administre illégalement, comme le Duché de Bretagne, depuis désormais trois semaines. Nos Libertés habituelles ont été toutes rognées, à commencer par notre liberté de circulation, tendant à l'abrogation de nos Droits à la vie privée.

Il faut bien réfléchir : les Bretons se sont accommodés de l'administration française pour deux raisons, la première étant la crainte de revivre le génocide bretonnais, le second étant la jouissance d'un bon nombre de Libertés – communes à la majorité des Nations du monde occidental ; si la peur de se faire assassiner promptement est désormais loin derrière nous, nous avons désormais passé le cap de considérer que la France nous apporte quoi que ce soit relevant de Libertés : la France se poignarde elle-même et enclenche son triste réflexe séculaire de chercher à réprimer toute contestation de ses propres travers liberticides.

Tracking de nos téléphones, mises sur écoute des anti-confinement, ruptures des paiements administratifs sur décision arbitraire, procédures en sorcellerie, détentions provisoires sans intervention d'un juge etc. Nous y sommes.

Le confinement total étant rendu inutile dans certaines régions peu touchées, ou tout simplement parce que l'État français étant d'ores et déjà responsable d'une grave pénurie de masques de protection, de masques respiratoires, de tests PCR, de blouses, de matériels médicaux divers et vitaux pour les patients hospitalisés suite aux complications d'une infection au covid19, voici que les solutions auxquelles l'État prétend font le tour des réseaux sociaux : masques contaminés, blouses de protection déchirées et fragiles, inutilisables, stocks détournés et rationnés au ras des pâquerettes, services de police et de gendarmerie exposés au virus sans protections, transferts de malades dans des régions peu touchées par TGV à coup de millions de dépenses alors que le déplacement des lits vides coûte moins cher et limiterait les risques d'un effet de surcontamination dû aux déplacements etc. Pour couronner (sic) le tout, l'État français refuse depuis plus d'un mois d'autoriser le traitement prometteur de l'IHU de Marseille, qui a depuis fait preuve d'une apparente efficacité, baissant le nombre de décès et d'hospitalisations ; la Chine, la Corée du Sud, l'Italie, l'Allemagne et d'autres nations, ont autorisé le protocole de traitement du Professeur Raoult, depuis une semaine, observant une baisse de la mortalité importante, sans parler des hospitalisations.

L'État français, en dépit des effets de communication, a franchi désormais la limite de son existence en Droit :

1. L'État français se refuse à prendre cause d'un traitement de soin, et se satisfait ouvertement du manque de contrôle des matériels médicaux inutilisables qui sont distribués, en soi agit de façon criminelle envers ses populations à charge, refusant toute contestation et de toute preuve de probité ;
2. L'État français choisit le relent de son passé sous occupation allemande, devient une dictature tant sur place publique que numérique ;
3. L'État français contraint ses populations à la répression totale, policière, judiciaire, en dépit des Droits publics ;
4. Les services de l'État, garantie de démontrer toute souveraineté, sont à terre : les services de sûreté publiques menacent de cesser les contrôles de déplacements dérogatoires si leurs fonctionnaires ne sont pas dignement protégés, la Sécurité sociale commence à dégager littéralement ses bénéficiaires au compte goutte sans justifications légales, les aides promises par l'État se révèlent être des mensonges éhontés dont peu bénéficieront, les hôpitaux publics sont abandonnés à leur autonomie sans moyens, le corpus juridique de nos Libertés fondamentales est tombé à terre ;

5. L'État français est en guerre : non contre un virus qui touche 0,01% de la population, mais contre son propre peuple, contre l'économie, contre les fondamentaux du Droit et des Libertés de tous, à fortiori contre le bien public ;

6. Emmanuel Macron, prenant acte des diverses et nombreuses plaintes de citoyens français et associations, dans le cadre de sa gestion scandaleuse de la crise sanitaire, près la Cour de Justice de la République en charge de poursuivre l'incompétence des élus et hauts fonctionnaires, annonce désormais sa volonté de supprimer ladite Cour... Nous avons touché le fond des abysses.

Qu'est ce qui justifie une telle descente aux enfers ?

La peur agitée du virus covid19 créant une épidémie sommaire, touche une part très minoritaire de la population, et bien que les conséquences pour la santé peuvent dans 3% des cas détectés être mortelles, la gestion de la crise sanitaire que nous vivons est catastrophique et dénuée de bon sens ; prétexte à nous imposer des dictats politiques, à se comporter comme un État totalitaire digne d'une dictature policière, nous imposer un nouveau paradigme : le règne du contrôle des populations.

Liberté, droit abrogé. Égalité, droit dénué. Fraternité, improbable.

Le Droit français réside sur son socle constitutionnel, qui repose sur la prétention d'apporter aux peuples que la République administre, l'universalité de la Liberté. Temporairement ou non, nous ne vivons pas actuellement dans l'exercice de ces conceptions juridiques, pas même partiellement : la privation des fondamentaux juridiques de la République française est totale.

Ainsi, et considérant que la République française occupe illégalement le territoire du Duché de Bretagne, nous remettons entre les mains de chacun le soin de réfléchir :

1. La devise bretonne dit « Plutôt la mort que d'être soumis »
2. Le Traité de Souveraineté de la Bretagne signé entre Anne de Bretagne et Louis XII de France, est toujours valide en Droit international public
3. L'édit de 1532, nul de droit, caduc et violé, entend clause de retour au Traité de Souveraineté, où seules les couronnes étaient unies, et non les territoires et États des deux Nations
4. L'abolition des privilèges de 1789 n'est pas l'abolition des entités administratives ne dépendant pas du Royaume de France
5. Les États de Bretagne ont objecté cette atteinte aux Libertés bretonnes en Janvier 1790 et proclamé l'indépendance de la République française naissante (acte politique réprimé par le génocide)
6. Les Bretons sont attachés à leurs Libertés, celles que se doivent l'espèce humaine toute entière, du moins en théorie si l'on écoute attentivement : doit-on procéder à notre indépendance pour nous défaire de la dictature française qui naît sous nos yeux ou nous soumettre comme des esclaves ?
7. La Bretagne possède le statut de Nation neutre en Droit international public

Bien évidemment, nous n'appelons pas à quelconque lutte armée ni terrorisme, professionnel ou amateur, ni à la haine envers le Peuple français qui souffre de son propre État et sont depuis des siècles des partenaires économiques des Bretons, pas plus que nous ne serions portés à vous ordonner de rompre avec la courtoisie et le sens du Droit international public ; nous vous invitons à réfléchir, intellectuellement, et vous protéger du nouvel État français, rejoindre les États de Bretagne, en devenant électeurs et acteurs du Parlement général de Bretagne.

Il n'est aucunement question de sédition ni de sécession, mais d'affirmation du statut juridique réel et légal du Duché de Bretagne, en Droit international public : la Bretagne est parfaitement indépendante juridiquement.

Les prétentions de l'État français sont elles parfaitement illégales, et chacun en Bretagne doit désormais le savoir et le partager à l'ensemble de ses cercles sociaux.



Publié par idbzh

Voir tous les articles par idbzh

© 2024 INSTITUT DE DROIT BRETON - ENSAVADUR GWIR BREIZH

CRÉEZ UN SITE WEB OU UN BLOG GRATUITEMENT SUR WORDPRESS.COM.